



Texte Valentine FAURE
Photos Jules FAURE

à gauche Philippe à droite Clew

Les gardiens de la mémoire LGBT.

À L'INTÉRIEUR DE LEUR PAVILLON DE VITRY-SUR-SEINE, DANS LE VAL-DE-MARNE, SOMMEILLE LE PLUS IMPORTANT FONDS D'ARCHIVES LGBTQI+ DE FRANCE. HOÀNG PHAN BIGOTTE ET THOMAS LEDUC ONT ACCUMULÉ AU FIL DES ANNÉES UN TRÉSOR QUI POURRAIT SERVIR À LA CONSTITUTION D'UN GRAND CENTRE NATIONAL TEL QU'IL EN EXISTE À SAN FRANCISCO, NEW YORK OU BERLIN. MAIS SA NAISSANCE EST COMPROMISE PAR DES QUERELLES ASSOCIATIVES ET L'ABSENCE DE VOLONTÉ POLITIQUE. LE 11 MAI, LA MAIRE DE PARIS, ANNE HIDALGO, DEVRAIT STATUER SUR LE SORT DE CETTE ARLÉSIEENNE.

Un tee-shirt sur lequel est imprimée une photo de Clew Vellay (à droite), deuxième président d'Act Up, et de son compagnon, Philippe Labbey, donné au fonds d'archives LGBTQI+ constitué par Hoàng Phan Bigotte et Thomas Leduc (page de droite, chez eux, à Vitry-sur-Seine, le 25 mars).

LE MAGAZINE

AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2001, LES JOURNAUX FRANÇAIS REÇOIVENT UN COMMUNIQUÉ annonçant la naissance d'une « Académie gay et lesbienne » : « *Merci de ne plus jeter à la poubelle vos vieux papiers : livres, magazines, programmes, guides, catalogues, affiches, tracts, flyers... Nous sauvons et gardons tout sur l'homosexualité, la bisexualité et la transsexualité.* » Seul le très avant-gardiste *Nova Magazine* relaie l'information. Thomas Leduc, 27 ans à l'époque, tombe sur la brève. Documentaliste, il contacte cette académie pour proposer son aide. En fait d'académiciens, il tombe sur Hoàng Phan, un ancien libraire qui vit d'une maigre allocation au milieu des 15 000 documents qu'il a déjà collectés au fil des ans. Ils ne se quitteront plus. À 46 ans, Hoàng considère son existence comme « *du bonus* » depuis que, quinze ans plus tôt, il a « *chopé le sida* ». Né au Vietnam en 1955, Hoàng Phan a grandi dans une famille de riches propriétaires de rizières et a fui sur l'un des derniers cargos partis le jour de la prise de Saïgon par les communistes, le 30 avril 1975. Il retrouve sa grand-mère et sa mère en France. Réfugiés politiques, ils emménagent dans un HLM à Saint-Cloud. Hoàng découvre la drague aux Tuileries, ramène « *des mecs* » sans que sa mère ne commente. Il fréquente le groupe Arcadie, premier mouvement « *homophile* » français, lieu de « *l'homosexualité à la papa* », comme il dit, où l'on peut toujours compter sur « *un flic, un avocat ou un médecin spécialiste des maladies vénériennes* ».

Quand, en 1987, Hoàng Phan apprend qu'il est contaminé, il sait qu'il n'y a pas de traitement. « *Séropositif, à l'époque, c'était crémation dans l'année.* » Dans le métro, sur le chemin du retour, il trouve dans une poubelle « *un livret à destination du personnel soignant. Ça m'a permis d'apprendre des choses que je ne lisais pas dans les journaux sur les symptômes, les traitements* ». Le document vient rejoindre les flyers, tracts, revues qu'il garde sur des palettes ramassées au marché. Car Hoàng Phan conserve tout. Par instinct, dit-il.

En près de quarante ans, il rassemble ce qui va devenir le plus grand fonds d'archives LGBT de France. Un travail de pionnier dont tout le monde lui sait gré, mais qui se trouve aujourd'hui l'enjeu d'un guépier politico-militant. Tous l'admettent : sa collection serait essentielle à la création d'un centre d'archives LGBTQI+. Hoàng, qui tient à ne pas éparpiller son fonds, et voudrait pouvoir le mettre à disposition du public, en rêve. Mais avec quels partenaires ? Financé comment ? Où ? L'issue pourrait être proche : le 11 mai, la maire de Paris, Anne Hidalgo, devrait arbitrer sur le sort du projet. Mais tous les acteurs concernés sont sceptiques. Car l'idée d'un grand centre national d'archives LGBT patine depuis vingt ans en France. À San Francisco, New York ou Berlin, les autres grandes villes marquées par l'épidémie de sida, des musées exploitent depuis longtemps déjà les archives homosexuelles, souvent commencées dans des appartements, par des particuliers. « *Le mouvement homosexuel français a toujours été fragile lorsqu'il s'est agi, depuis cinquante ans, de conserver et transmettre son histoire* », admettait en 2001



Bertrand Delanoë, à l'époque candidat à la Mairie de Paris. Il annonce alors vouloir créer un centre d'archives homosexuelles, espace de documentation d'information et de recherche ouvert au public. « *La plus grande arlésienne de la culture LGBT* », selon Didier Lestrade, cofondateur d'Act Up France. Hoàng, avec ses 460 mètres linéaires de documents, a été de tous les projets. Celui mené par Jean Le Bitoux, fondateur de la revue *Le Gai Pied*, à qui la Mairie de Paris a accordé, en 2002, 100 000 euros, évaporés dans un rapport de préfiguration de 80 pages. Un « *échec qui nous a tous beaucoup marqués* », se désole Didier Lestrade, qui « *radote depuis trente ans* » sur l'importance d'un tel lieu et imagine visites scolaires, conférences, expositions... Las. Les initiatives suivantes, elles aussi, se sont éteintes au fil de querelles intramilitantes et du manque de volonté politique.

En 2017, la sortie du film de Robin Campillo *120 Battements par minute*, qui raconte l'histoire d'Act Up au début des années 1990, ravive la question de la mémoire des luttes homosexuelles. Des réunions tenues à Act Up aboutissent à la création du Collectif archive LGBTQI+. L'académie de Hoàng Phan fait partie des fondateurs. Il rédige même un testament dans lequel il prévoit de léguer ses archives au collectif... puis se retire après s'être fâché avec Sam Bourcier, sociologue, et activiste trans, investi de longue date dans le projet du centre d'archives et membre actif du récent collectif. « *Un jour s'anime Hoàng, Bourcier m'a dit : "Il est temps que vous vous engagiez publiquement à tout donner au collectif. Vous vous accaparez des archives de la communauté qui ne vous appartiennent pas." Là, je me suis mis en colère. Je n'ai rien demandé, personne ! Si on n'était pas là, on seraient tous ces trucs ?* »

« *Hoàng ne veut pas mutualiser. Il a peur qu'on lui vole ses archives* », juge pour sa part Sam Bourcier. À la Mairie de Paris, c'est Jean-Luc Romero-Michel, adjoint chargé de droits humains, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, qui a récupéré ce dossier épineux, en 2020, et qui négocie non sans mal avec les différentes associations impliquées : l'académie de Hoàng Phan, Thomas et le Collectif archive

LGBTQI+, donc, ainsi que les Archives recherches-cultures lesbiennes, également partie prenante du projet. « *Beaucoup de ces interlocuteurs ont perdu tous leurs amis, sont parfois affectés par le virus. Ils ont vécu cette histoire tragique et sont toujours dedans* », souligne Jean-Luc Romero-Michel. La dernière avancée en date est de taille : un lieu, un ancien bureau de poste de 600 mètres carrés, rue Molière, dans le 1^{er} arrondissement, a été proposé par la mairie fin 2021. Le local attend, vide.

Pendant ce temps, Hoàng continue d'entasser ses documents dans sa maison de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), qu'il avait achetée en 1989 après avoir revendu sa librairie, se pensant condamné. Les deux niveaux sont saturés de cartons, du sol au plafond. Ils entourent le lit, masquent les fenêtres, il faut les déplacer pour ouvrir une porte. Impossible de recevoir des visiteurs. Un fonds qu'il a constitué au fil des ans et des rencontres

en fréquentant les associations militantes. Quand « *le sida est arrivé* » et que « *tout s'est cassé* », Hoàng vit une phase de déni, puis accourt à Act Up, qui vient d'être créé en France. « *On me disait : "T'as ta camionnette? On va faire la manif samedi, tu nous embarques les banderoles, les pancartes!" J'avais tout Act Up dans la camionnette, moi au volant. Et après je conservais tout.* » Un ami lui demande de veiller sur les affaires d'un amant qui vient de mourir. « *Je garde ça quinze jours, six mois, et puis je le rappelle : le numéro n'est plus attribué.* » Les défunts n'ont souvent pas de descendant. Le concubinage homosexuel n'étant pas encore reconnu, sur le bail d'un couple ne figure qu'un seul titulaire. Si celui-ci décède, le propriétaire peut vider l'appartement et mettre son compagnon dehors sans recours possible. Les familles aussi se débarrassent des revues embarrassantes, des papiers qu'ils jugent sans valeur, et jettent ces affaires qu'ils croient contaminées. Les amis appellent Hoàng, le temps de trouver une solution. Pour les corps, il ne peut pas grand-chose – même si, avec l'association Aides, il fait partie des volontaires qui accompagnent les mourants sur leur lit d'hôpital en leur tenant la main. Les biens, il peut les sauver. Sam Bourcier parle d'un « *désir d'archives* » des minorités sexuelles. Mais pas n'importe lesquelles. « *Les Archives nationales nous disent : "Pourquoi vous voulez votre centre d'archives? Elles sont chez nous!" Oui, ils ont la police, la psychiatrie.* » Or l'archive, considère Sam Bourcier, c'est aussi bien « *un gode, que la corne de brume d'Act Up, que le pilulier d'un séropo* », autant de témoignages qui n'auraient pas leur place aux Archives nationales ou à la Bibliothèque nationale. Sociologue et historien, auteur d'*Archives des mouvements LGBT+*. Une histoire des luttes de 1890 à nos jours (Textuel, 2018), Antoine Idier évoque « *une conscience aiguë* » dans l'histoire des minorités sexuelles de la nécessité d'une transmission pour les générations futures. « *Jusque-là, les enfants LGBT grandissaient dans des familles hétérosexuelles. Donc, la transmission de la culture, ce n'est pas dans les familles qu'elle se faisait. Il fallait aller la chercher en dehors.* »

Longtemps, la question de la mémoire n'a pas été jugée prioritaire. Deuxième président d'Act Up, Clews Vellay, mort à 30 ans, en 1994, avait dit à Hoàng : « *On ne fait pas le culte des morts.* » Il y avait d'autres urgences, vitales. Et puis les multithérapies sont arrivées, sauvant des vies. Des militants homosexuels historiques ont progressivement quitté les organisations de lutte contre le sida, qui se sont professionnalisées. « *Beaucoup de documents ont été emportés ou jetés*, dit Thomas Leduc. *Et avec eux, une partie importante de l'histoire de la lutte contre le sida en France s'est évaporée.* » Dans leur maison de Vitry, on trouve de tout. Une montagne d'objets et de documents de tout ordre, minuscules témoins de la vie quotidienne. Une littérature pré-Internet, quand tout passait par le papier. Des flyers de soirées, des brochures de l'association des amateurs de voitures de collection gay ou des employés LGBT de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, des livres sur les tueurs en série homosexuels, des milliers de VHS et de DVD. Des banderoles, des badges. Une partie des archives d'Act Up, du magazine *Gai Pied*. Des affaires de Clews Vellay ou de Ludovic Bouchet, jeune adolescent hémophile, « *mascotte* » d'Act Up, mort en 2019. Un immense fonds de revues de tous les pays (le plus important de France) – *Profils*, *Homo 2000*, *Lesbia Magazine*, *L'Antinorm*, ou *Akademos*, première revue homosexuelle française. « *On a chacun nos pathologies, s'amuse Thomas. Hoàng garde tout en plusieurs exemplaires et moi j'achète!* »

Son compagnon est aussi explosif que lui est pondéré. « *Il y a des gens qui nous disent : "Pourquoi vous conservez la pornographie?" L'homosexualité ne se résume pas à ça, mais ça en fait partie* », estime-t-il. D'autant que la bibliothèque du Centre LGBTQI+, subventionné par la mairie, ne peut les conserver. « *C'est pareil, on a Minute, on a Présent. Ce n'est pas parce qu'on garde des documents qu'on les cautionne. On a des choses de La Manif pour tous, de féministes transphobes... C'est intéressant de connaître leurs arguments.* » Pour des raisons d'anonymat, ils jettent les choses trop personnelles, les journaux intimes, les lettres... Refusent tout ce qui ressemble de près ou de loin à des images pédopornographiques – même si on en trouve des relents au milieu de leur collection de magazines *Gai Pied*, notamment, dans les chroniques de Tony Duvert, l'écrivain ami de Gabriel Matzneff, ou au détour des portfolios d'adolescents nus dans des positions suggestives.

Le couple affiche une neutralité politique – il dit avoir seulement manifesté pour le mariage pour tous. Mais l'acte d'archiver n'est jamais neutre.

D'où des dissensions. Au sein du mouvement LGBTQI+, tout le monde n'a pas le même poids. Le premier projet de centre d'archives, en 2001, avait assez vite évacué les lesbiennes de l'affaire, se remémore Sam Bourcier, qui avait quitté le navire pour cette raison. L'académie a davantage d'archives gay que lesbiennes, mais a toujours voulu ouvrir à toutes les minorités sexuelles. Reste à savoir quoi faire de ces milliers de documents. « *L'académie est un exemple de choses qu'on pouvait faire sans budget, juste avec de la volonté militante, mais c'est juste un énorme dépôt de documents*, commente Didier Lestrade. *Comment ça va être présenté? Vous croyez que Hoàng a vraiment les capacités de faire un centre d'archives? De lui donner la visibilité qu'il mérite? Ça va être un centre d'archive au rabais.* » Avec le Collectif archives LGBTQI+, Sam Bourcier prône une approche « *vivante* » de l'archive. L'association produit ainsi une chaîne de podcast, *La Fièvre*, qui se présente comme de l'archive orale au « *présent-futur* ». « *Hoàng fait corps avec ses archives, mais en même temps il en dépossède les autres* », affirme encore Sam Bourcier.

Hoàng soutient l'inverse : il ne veut pas mourir enseveli sous ses cartons. Il se sent investi d'un devoir moral vis-à-vis de ce qu'on lui a confié et il souhaite en maîtriser la postérité. Il martèle ses modestes besoins : qu'on lui donne un local et il ouvre le mois prochain. « *J'ai réparé des magazines, j'ai enlevé des agrafes rouillées, j'ai reconstitué des documents déchirés. Je touche 500 euros de retraite et je paie un box de stockage, je n'ai pas attendu les subventions pour faire tout ça.* » C'est cette approche artisanale qui irrite les autres. Le Collectif archives LGBTQI+ a produit un « *rapport de préfiguration* » très complet, avec chiffrage, liste d'actions à mener et dynamique d'évolution à moyen terme. Les Archives recherches-cultures lesbiennes se tiennent sagement « *entre les deux* », dit Michèle Larrouy, une de ses représentantes. Comme elles disposent déjà d'un lieu, à la Maison des femmes, trouver un nouvel espace leur est moins urgent.

On pourrait résumer la situation ainsi : aux lesbiennes l'expérience d'un premier centre, au Collectif l'ambition, à l'académie le fonds documentaire. A priori de quoi faire une bonne équipe. Et pourtant : « *Je ne vous dis pas les réunions, ils s'insultent devant nous* », dit Jean-Luc Romero-Michel, en charge du dossier à la mairie, las – quoiqu'il les comprenne – des colères de Hoàng Phan et ulcéré par les « *manipulations* » du collectif. En 2021, Jean-Luc Romero-Michel a accordé à l'académie de Hoàng une subvention de 15 000 euros, après vingt ans d'autofinancement. Ce dernier a enfin pu acheter quelques « *armoires métalliques* », ce qui le réjouit, et un « *scanner professionnel* » pour accélérer la numérisation. Mais c'est le geste qui l'a touché. « *Ça veut dire que je ne suis pas le pauvre type qui entasse tout chez lui.* » Hoàng Phan tient à préciser qu'il n'a jamais gagné le moindre argent avec ses archives. « *Pour tout vous dire, je suis un fléau* », lâche-il. Il a calculé ce que sa maladie « *coûte* » à la société. « *J'essaie de rendre un tout petit peu. Avant moi, il y a plein de gens, après moi, il y en aura plein d'autres. Je suis juste le gardien des archives, pour le moment.* »

S'il n'aime pas les grands discours sur ce travail, la question de la dépossession, de l'effacement n'est jamais loin. Celle de l'héritage non plus. Pas tant celui qu'on reçoit que celui qu'on transmet. Avec Thomas, il a trouvé « *quelqu'un à qui tout laisser* », lui qui a voulu devenir le fils d'un homme, Georges Bigotte. Un ancien amant – mais on sent que c'est un détail de l'histoire –, géologue à la Cogema, rencontré dans le groupe Arcadie, qui s'est pris d'affection pour lui. « *Il était très paternaliste*, dit simplement Hoàng. *Ça lui manquait d'avoir un fils.* » Alors Georges Bigotte a épousé la mère de Hoàng, qui semblait rassurée par cette étrange famille reconstituée. Hoàng Phan a bien voulu ajouter Bigotte à son nom. « *Il me présentait en disant : "C'est le fils de ma femme." Je le considérais comme un beau-père.* » Le 4 mai 2019, Hoàng Phan Bigotte et Thomas Leduc se sont mariés à la mairie du 20^e arrondissement, à Paris. Il y avait les deux frères de Thomas et leurs familles. Un gâteau avec la traditionnelle figurine représentant les deux mariés. Le couple continue à vivre au milieu des archives. Ils ont à portée de main la petite brève de *Nova Magazine* grâce à laquelle ils se sont connus. On croise le nom de Hoàng partout dans ces documents : sur les comptes rendus de séances d'Act Up, sur des photos du cercle Arcadie. Récemment, il a même retrouvé un carton rempli de somnifères qu'il avait accumulés pour anticiper sa fin quand il la croyait encore proche. Pour une fois, il a tout mis à la poubelle. ☹